

Exproprié-e-s du monde construisons ensemble un autre devenir

Par Riccardo Petrella, Charles-André Udry et Christophe Aguiton.

I. Davos, c'est l'inacceptable, c'est le passé!

1.- Chaque année, les participants du World Economic Forum à Davos, en déterminant les «priorités pour les 1000 principales firmes mondiales», prétendent «façonner l'agenda mondial» et répondre ainsi aux besoins du monde d'aujourd'hui et de demain. En fait, leur agenda est étranger à celui des habitants de la Terre. Il ne tient pas compte des conditions de vie, des besoins et des aspirations de quelque 5 milliards d'êtres humains. Il n'énonce que les intérêts de ceux qui concentrent dans leurs mains la propriété stratégique et, partant, l'essentiel du pouvoir de décision et de contrôle en matière d'allocation des ressources matérielles et immatérielles à l'échelle planétaire.

Ces deux dernières décennies, les orientations arrêtées «à Davos» ont amplifié les inégalités entre les pays et à l'intérieur de chaque pays; ont signifié pour beaucoup la dégradation des conditions de vie, la perte d'un toit et la faim ; ils ont provoqué des famines; entretenu les discriminations entre hommes et femmes, notamment sur le marché du travail; avivé les réactions xénophobes et racistes; favorisé le pillage des ressources vitales de la planète, et cela au nom d'une liberté totale des capitaux qui a nourri la spéculation. La crise financière actuelle, qui se propage, par paliers, à partir de l'Asie, témoigne de l'extrême fragilité du «système».

2.- Pour imposer leurs options, les «vainqueurs» (les «gagneurs») réunis à Davos et leurs représentants dans les appareils étatiques et technocratiques se sont attaqués aux composantes essentielles du bien-être social et de la solidarité. Ils concentrent les pouvoirs réels de décisions stratégiques et financières, s'opposent à toute démocratisation réelle des processus d'organisation et de décision. Par tous les moyens ils cherchent à affaiblir les formes d'organisations indépendantes que les travailleurs se donnent sur les lieux de travail. Tout en parlant de concertation et de réformes, ils soutiennent la mise au pas – voire, dans certains pays, des mesures d'intimidation et de répression – des organisations syndicales, des mouvements de paysans sans terre, des sans-logis et des chômeurs de longue durée.

3.- L'étranglement financier des institutions «mondiales» onusiennes telles que l'UNESCO, la FAO, l'OIT, la CNUCED relève de la même logique ultralibérale. Par contre, les organisations économiques et financières internationalisées - qu'elles soient privées (Chambre de Commerce Internationale, Club de Londres des banques créancières) ou de véritables «Etats» (Banque Mondiale, Fonds Monétaire International, Organisation Mondiale du Commerce) - interviennent très activement dans le cours et l'orientation des affaires du monde. Elles sont aux mains des plus riches et des plus puissants de la planète. Leur credo est celui du «Forum de Davos» : «l'intégrisme du marché».

4.- Les gigantesques fusions-acquisitions dans tous les secteurs redessinent l'économie mondiale et ses réseaux de production et de distribution. Et cela, alors même que la révolution informationnelle explose dans tous les secteurs en produisant des richesses de biens et de services, avec toujours moins de labeur humain. Dans le même temps, le capital argent se recycle dans des paradis fiscaux à l'abri de toute intervention. Un nombre restreint de «*global cities*», de plus en plus intégrées entre elles, sont en passe de devenir les cœurs et les cerveaux d'une «mondialisation» qui se désintéresse de pans entiers de pays et de continents jugés non compétitifs et non conformes à la logique de la consommation «occidentale» érigée en «culture mondiale». C'est dans ce cadre que les «1000 firmes les plus importantes» s'acharnent à accaparer tout le pouvoir de décision : le projet d'Accord multilatéral sur l'investissement (AMI) manifeste, au plus haut point, cette volonté d'un pouvoir sans borne. Cette «mondialisation», qui est faussement célébrée comme l'alliance indépassable du marché et de la «démocratie» en tant que seul choix possible pour l'humanité, n'est en fait que la dictature d'un marché libéré de toute entrave. La privatisation et le contrôle des médias par les plus riches et les plus puissants facilitent le caractère hégémonique de cette vision.

La déréglementation et la dérégulation laissent le champ libre aux exigences de la rentabilisation des actifs financiers à l'échelle internationale. Pour ce faire, un large éventail de

mesures a été mis en œuvre afin d'assurer au seul profit des «vainqueurs» (les «gagneurs») de Davos l'appropriation maximale de la valeur ajoutée issue du travail à l'échelle planétaire. Dans cette optique, les êtres humains ne sont que des «ressources humaines» évaluées en fonction de leur seul degré de «rentabilité».

Ces politiques dites néo-libérales signifient la dégradation et le démantèlement de l'emploi, du bien être social, de l'éducation et de la formation, de la santé, de la gestion du territoire et du patrimoine commun (qu'il s'agisse de l'eau, des fonds d'énergie ou encore de l'héritage culturel et de sa production culturelle présente). Plus rien ne doit échapper au règne de la marchandise. L'exploitation privée marchande (brevets) du génome humain symbolise les horizons sans rivages de cette prédation.

Les mesures généralisées de libéralisation, de déréglementation et de privatisations ont rendu le politique vide de sens; elles ont contribué à affaiblir les institutions démocratiques et à coloniser l'Etat. Bref, ce qui, d'un Forum à l'autre, se construit n'est pas une économie à l'échelle du monde, mais un «archipel» dont les îles – grandes ou petites – concentrent toujours plus les capacités scientifiques et technologiques, la puissance financière et le pouvoir symbolique et médiatique.

Par contre, ni la société, ni l'économie, ni la condition humaine ne sont pensées à l'échelle du monde d'aujourd'hui. Il n'existe ni régulation politique, ni institutions démocratiques garantissant un contrôle sur les décisions affectant les diverses régions et populations du monde.

5.- La «globalisation» actuelle, dans sa course folle, est destructrice de la vie même et des droits fondamentaux à la vie. Elle tend à exproprier :

- la personne humaine de ses droits fondamentaux;
- la société de sa raison d'être en tant que système d'organisation et de valorisation des liens interpersonnels et interinstitutionnels ainsi que des interactions et transactions correspondantes;
- le social de ses fonctions d'identité et de solidarité;
- le politique de son rôle fondamental de pouvoir de régulation;
- le culturel de sa variété, de sa dramatique et de sa sacralité;
- la cité de sa fonction d'espace de communauté ;
- la démocratie de ses valeurs de liberté, d'égalité et de solidarité.

Bref, cette politique ultralibérale, dont le discours triomphaliste masque de moins en moins l'impuissance butée, se révèle chaque jour plus incapable de satisfaire les besoins des êtres humains. Elle est porteuse de crises et de destructions et elle entraîne le monde vers la catastrophe. C'est pourquoi il est urgent de l'arrêter.

II. Ré-approprions-nous notre devenir. Le monde, la vie appartient à tous les habitants de la Terre.

1.- A travers le monde, des millions de personnes luttent contre ces forces de l'expropriation et ces logiques de l'Archipel qui font tout pour brider les innombrables initiatives citoyennes, venant «d'en bas», porteuses de valeurs et de pratiques sociales alternatives. Dans leur diversité, ces initiatives explorent de nouvelles voies, inventent et proposent des formules et des instruments démocratiques susceptibles d'assurer la satisfaction des besoins et des droits fondamentaux de l'immense majorité des êtres humains, que ce soit dans les sphères sociale, économique, politique, civique, écologique et culturelle. Les participant-e-s à ces initiatives sont soucieux de voir déboucher leurs actions, ils veulent construire un avenir en se «prenant en main» et commencent à peser effectivement sur l'évolution de la société. Fait majeur, de réelles convergences et un début de réflexion et d'action communes se manifestent. Cela ouvre la voie à des coordinations indispensables. On assiste, lentement, à la prise en main par les exproprié-e-s du «changement de l'ère» à l'œuvre sur notre planète autour d'une priorité, d'une démarche et d'une action. Ainsi, sur la base de leurs expériences propres, les exproprié-e-s du monde prennent conscience :

- que leurs luttes, leurs résistances mais aussi leurs capacités d'innover et de créer convergent sur des priorités définissant un «ordre du jour» différent de celui des Forums de Davos.
- que sur le plan de la réflexion, de la pensée et de l'action, des démarches partagées permettent de construire et promouvoir une autre narration du monde, de la société, de

l'économie, des institutions sociales et des principes éthiques. Cette narration ne peut être que plurielle, car elle s'attache à dire un «Monde des mondes» irréductible à tout discours simplificateur et uniformisant.

- qu'ils doivent hiérarchiser les objectifs en définissant des chantiers à court, moyen et long terme.

2.- La priorité, c'est le droit à la vie pour huit milliards d'êtres humains qui habiteront la Terre dans 20 ans ou plus: pour un bien-être et une solidarité pensés à l'échelle du monde, pour un écosystème global soutenable.

Les luttes disent les enjeux de résistances multiples et convergentes. Elles portent sur l'accès à la vie, aux sources de la vie afin de satisfaire les besoins individuels et collectifs de base pour l'existence. Elles portent sur l'obtention et sur l'utilisation de la terre; sur l'accès à l'eau potable; sur le droit de se nourrir, de se réchauffer, de disposer d'un habitat digne des êtres humains. Elles portent sur les différentes activités propres à l'homme (travail, activités relationnelles), sur les droits à l'éducation et à l'organisation autonome des enfants travailleurs et, plus généralement, sur les droits des enfants (Convention de 1989); sur l'ensemble des droits liés à l'émancipation des femmes et à leurs luttes pour l'égalité; sur les droits d'association et d'organisation, sur les libertés syndicales, sur des droits démocratiques élémentaires; sur le droit à défendre son emploi contre l'arbitraire patronal, la course forcée à la compétitivité et à une rentabilité toujours plus accélérée du capital. Elles portent sur l'accès à des soins de santé de qualité et à une éducation de base pour toutes et tous. Elles portent sur le droit à l'existence et à la sécurité, en cas de maladie ou d'accidents, et à des conditions apaisantes pour vivre une vieillesse décente. Elles portent sur le niveau des revenus et, de façon inédite, sur le droit à un revenu qui permette de vivre dans des conditions dignes et humaines, y compris pour les chômeuses et les chômeurs et les salarié-e-s précarisé-e-s. Elles prennent en compte, malgré toutes les difficultés, le respect impératif et solidaire des droits des immigrés et des réfugiés. Enfin, les mobilisations pour la défense de l'environnement articulent le combat immédiat avec une conscience aiguë du long terme, du droit des générations futures à hériter d'une planète vivable.

3.- Au travers de leurs luttes et des réflexions qu'elles suscitent, les exproprié-e-s du monde sont à l'origine de la définition d'une nouvelle anthropologie de la vie mondiale pour le XXI^e siècle.

La reconnaissance de l'eau en tant que bien commun patrimonial en est le symbole le plus immédiat.

- Dans la même logique se situe la lutte capitale pour (re)mettre les ressources financières au service d'un bien-être et d'une solidarité à l'échelle du monde et de la création de richesses communes en termes de biens et services de base individuels et collectifs. La multiplication des monnaies affectée, non thésaurisables, font entrevoir d'autres modalités de l'échange.

- Dans le cadre de l'établissement d'un autre «ordre du jour», une révision profonde du «droit de propriété intellectuelle» (semences, biotechnologie, informatique, etc.) est décisive. En effet, cela ouvrirait la voie à la définition d'une nouvelle génération de droits patrimoniaux publics relatifs aux biens et services considérés comme indispensables à la survie et au fonctionnement juste et efficace de la société et à une régulation adéquate de l'écosystème Terre.

4.- La démarche : la mise en réseau des expériences innovatrices et des luttes politiques, sociales et économiques pour définir, ensemble, un autre devenir.

La mise en synergie et la convergence des luttes multiples et variées permettront aux exproprié-e-s de se réapproprier la construction d'un devenir solidaire et soutenable. Les réseaux les plus divers, qui tous ont un rôle important, se doivent de resserrer les liens, de construire des convergences en constatant qu'une communauté d'objectifs existe souvent et, dès lors, que priorités et modes d'actions pourraient se combiner. Un élément central de cette dynamique réside dans le développement d'un mouvement syndical international, porteur de propositions pour le monde du travail et les exclus.

5.- L'action: les chantiers du devenir à court, moyen et long terme.

→ chantiers à court terme:

- le chantier «finance» qui inclut les actions comme celles réunies dans ATTAC (taxe Tobin, etc); la poursuite d'une mobilisation contre une nouvelle version de l'AMI; le maintien des actions pour l'annulation de la dette du tiers-monde que la chute des prix des matières et la «crise asiatique» ou latino-américaine réactualisent avec force; la bataille contre l'indépendance des banques centrales; des propositions visant à bloquer la défiscalisation des concentrations imposantes de richesses;

- le chantier «travail et emploi»: par une baisse répétitive de la durée du travail, on peut aboutir à une activité et un revenu pour tous;

- le chantier «privatisations» : il faut revaloriser la notion de bien commun et de services publics (santé, éducation...), où salariés et usagers peuvent agir de concert. Toutefois, la priorité doit être donnée à la mobilisation contre la privatisation de l'électricité, du gaz, des transports et, surtout, de l'eau.

→ principaux chantiers à moyen et long terme:

- le chantier de la «régulation politique mondiale»: il importe de penser le politique à l'échelle du monde, ce qui signifie repenser l'Etat et travailler à une redéfinition, une refonte et une réforme d'organismes tels que l'ONU. Dans le même temps, la question clé des intégrations régionales-continentales doit être soulevée, ce qui ne peut que poser le problème de la souveraineté de l'Etat et, sur la lancée, celui de la citoyenneté ainsi que celui de la propriété sous ses diverses formes.

- le chantier «médias et éducation» : face aux liens qui unissent monde des médias et monde des affaires, les citoyens doivent conquérir des droits. Les médias et l'éducation doivent s'inscrire dans une attitude de débat et d'ouverture exigeante, loin de toutes les pensées uniques.

- Le chantier «démilitarisation, prioritairement nucléaire, et paix». Une nouvelle génération de pacifistes émerge. La jonction peut être établie entre les objectifs de tels mouvements et une orientation socio-politique mettant en question les fondements mêmes de la «guerre économique» entre «capitaux». La concurrence acharnée, prise comme ligne d'horizon indépassable, ne se préoccupe que d'organiser le triptyque compétitivité/rivalité guerrière/ lutte pour la conquête des marchés, au prix de la destruction non seulement de biens essentiels, mais aussi des êtres humains.

Lundi, 25 janvier 1999